



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CEA PARIS-SACLAY  
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement et commercialement par :

Mme. Marion BOUYER

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.84.73

[marion.bouyer@cea.fr](mailto:marion.bouyer@cea.fr)

M. Antoine MAINARDIS

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.73.45

[antoine.mainardis@cea.fr](mailto:antoine.mainardis@cea.fr)

**PRESTATION D'ASSISTANCE DOUANIERE  
DU CEA PARIS/SACLAY**

Référence projet d'accord-cadre local n°B25-00346

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame ....., en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

**Ou si groupement**

- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....
- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS .....

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)  
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |  
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET .....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	8
ARTICLE 5 - CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE .....	9
ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	10
ARTICLE 7 - QUALITE .....	11
ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES.....	11
ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE .....	11
ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS .....	12
ARTICLE 11 - REUNIONS .....	12
ARTICLE 12 - RECEPTIONS.....	13
ARTICLE 13 - MONTANT.....	13
ARTICLE 14 - REVISION .....	14
ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION .....	14
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE PAIEMENT .....	16
ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE .....	16
ARTICLE 18 - PENALITES.....	16
ARTICLE 19 - RESILIATION .....	17
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE .....	18
ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU SUR DEVIS PREALABLES .....	22

## **ARTICLE 1 - OBJET**

### **1.1 Dispositions générales**

Le présent accord local définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des prestations d'assistance douanière du CEA Paris/Saclay.

### **1.2 Unité bénéficiaire**

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour de toutes les unités du CEA/Paris-Saclay (ci-après dénommées les « Unités »).

Le CEA est certifié Opérateur Economique Agréé (OEA-F) – FR 00000755 par l'administration des Douanes depuis septembre 2011.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

**2.1** Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions complémentaires du CEA sur la candidature/l'offre du Titulaire réf XXXXXXXX du XXXXXX
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-00346-AM, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
  - le relevé de questions réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX (NB : référencer le dernier relevé qui doit être autoporteur)
  - les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
    - le cahier des charges référencé P-SAC/SMA/BEPII/MB/25-0023 du 21/01/2025,
  - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissements de Saclay et de Fontenay-aux-Roses,
  - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
  - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes » ;
  - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
  - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ; (si prestation sur site)

- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée .....  
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du ..... (à compléter par le soumissionnaire) **et les réponses aux questions complémentaires référence XXXX du XXX**

**2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION**

#### **3.1 Prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires se décomposent en une tranche ferme et des options de prolongation définies comme suit.

##### **3.1.1 *Tranche ferme***

La tranche ferme porte sur l'exécution de prestations rémunérées sous la forme de bordereaux de prix unitaires et forfaitaires pour la période du 3 juin 2025 au 2 juin 2027 et comprennent notamment :

- les opérations de dédouanement à l'import et à l'export,
- le transport à l'importation des marchandises sous douane ou dédouanées depuis les aéroports d'arrivée (Roissy ou Orly) jusqu'aux locaux du CEA/Paris-Saclay ou du titulaire,
- la réalisation de navettes entre les locaux du titulaire et les locaux du CEA site de Saclay et site de Fontenay-aux-Roses (à l'import et à l'export),
- le suivi des dossiers d'importation et d'exportation (exportation temporaire, perfectionnement actif, perfectionnement passif...).

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le Titulaire devra apporter conseil aux unités du CEA/Paris-Saclay, et l'accompagnement et l'assistance du CEA/Paris-Saclay lors de contrôles des douanes,

##### **3.1.2 *Options***

Les options sont définies comme suit :

- option 1 : prolongation de la durée de l'accord pour une durée d'un an, soit pour la période du 3 juin 2027 au 2 juin 2028,
- option 2 : prolongation de la durée de l'accord pour une durée d'un an à l'issue de l'option 1, soit pour la période du 3 juin 2028 au 2 juin 2029.

Chacune des options peut être levée individuellement par notification écrite du CEA, dans les deux mois avant l'échéance en cours.

### 3.1.3 Prestations sur devis préalable

Toutes les prestations ne faisant pas l'objet d'un bordereau de prix, feront l'objet d'un devis préalable (transport à l'exportation).

Le CEA adressera une demande au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 2 (deux) jours ouvrés, faisant apparaître :

- une proposition financière forfaitaire
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par un ordre de service dont le modèle figure en annexe 3, adressé au Titulaire et faisant référence au devis présenté.

## 3.2 Procédure

Le CEA/Paris-Saclay utilise la procédure Delt@ D <sup>1</sup> pour toutes les opérations de dédouanement faites en son nom.

## 3.3 Procurations

Pour que le Titulaire puisse effectuer les prestations de l'Accord, le CEA demandera à la Recette interrégionale des douanes de Paris, d'enregistrer la procuration nécessaire au nom du Titulaire.

Pour toutes les demandes de remboursement de droit et taxes et les questions réglementaires, faites au nom du CEA, le Titulaire devra impérativement s'adresser auprès du bureau de douane compétent.

Si la marchandise le nécessite, le CEA établira toutes les autorisations gouvernementales ou celles relatives à la réglementation des transports auprès des organismes concernés et les adressera au correspondant douane du CEA/Paris-Saclay pour signature.

## 3.4 Paiement des droits et taxes à l'administration des douanes

Le Titulaire effectuera la gestion du crédit d'enlèvement du CEA et fournira chaque mois (avant le 8 du mois suivant) la Déclaration Complémentaire Globale (DCG) au Service des Marchés et Achats du CEA/Paris-Saclay, le décompte récapitulatif des droits et taxes dus par les Unités demandeuses accompagné de l'original du document douanier, du numéro de commande du CEA et de la facture fournisseur pour chacune des opérations.

## 3.5 Opérations à l'importation

### 3.5.1 Généralités

Ces opérations de dédouanement sont réalisées dans le cadre d'une autorisation de dédouanement centralisé national (DCN) accordée par le bureau de douane de TRAPPES. Les bureaux de douane concernés sont listés dans cette autorisation n° 2018-FR-005590DCN018.

La procédure standard à l'importation est que les colis sont livrés sous douane dans les locaux du Titulaire avant livraison sur le site CEA concerné. Ponctuellement, le centre de Saclay peut

---

<sup>1</sup> Dédouanement de la marchandise en deux étapes, aussi bien pour les opérations d'import que d'export. Possibilité est donnée de faire une déclaration simplifiée qui pourra être par la suite complétée par une déclaration globale périodique.

réceptionner des colis sous douane qui seront placés dans une zone agréée en attendant le dédouanement (procédure en annexe du document).

Lorsqu'un colis lui est livré, le Titulaire prend contact avec le destinataire ou l'expéditeur à l'étranger, pour se procurer tout document manquant ou nécessaire au dédouanement de la marchandise (en particulier : désignation de la marchandise, valeur, numéro de commande CEA, bâtiment et pièce du destinataire). En cas de relances infructueuses, le Titulaire contactera le correspondant douane désigné dans le présent accord à l'article « Interlocuteurs ».

Le Titulaire procédera à l'acheminement direct de la marchandise à la Réception Centrale du CEA/Paris-Saclay au bâtiment 627 pour Saclay et au bâtiment 40 pour Fontenay-aux-Roses.

Sur chaque colis destiné au CEA, doit être mentionné le destinataire (et son bâtiment et pièce), son unité et le numéro de commande, propre à l'achat concerné par ce colis. En cas d'absence de la mention du numéro de commande sur le colis, le Titulaire demandera ce numéro au destinataire, avec mise en copie du correspondant douane indiqué à l'article « Interlocuteurs ». Pour l'y aider, le Titulaire lui indiquera les autres informations disponibles sur le colis (fournisseur, désignation...).

Après avoir pris contact avec le correspondant douane et le destinataire de la commande un numéro de commande, propre à la prestation douanière, sera communiqué par chaque gestionnaire de service. Cette commande ainsi identifiée constitue l'Ordre de Service (OS) pour l'exécution de la prestation.

### 3.5.2 *Importation temporaire*

Dans le cas d'importation temporaire, le Titulaire assurera les formalités et le suivi des opérations du CEA. Le Titulaire anticipera les problèmes dus aux délais et aux apurements en contactant l'Unité demandeuse deux (2) mois avant l'échéance.

## 3.6 **Opérations d'exportation**

### 3.6.1 *Demande de prestations*

Chaque prestation d'exportation sera enclenchée par une demande d'exportation (cf. annexe 2 du cahier des charges : « Formulaire de demande d'exportation ») transmise par courriel par le CEA au Titulaire.

Le Titulaire transmet en retour par courriel un devis au CEA qui fera apparaître :

- la nature de la prestation,
- le montant de la prestation (décomposé sur la base des éléments du bordereau de prix figurant à l'annexe 2 du présent Accord-cadre),
- le lieu et la date de prise en charge,
- la date de livraison maximale.

Cet imprimé, accompagné du numéro de commande propre à la prestation du transitaire transmis par chaque service demandeur, constituera l'Ordre de Service (OS) pour l'exécution de la prestation.

L'expéditeur CEA joindra cet imprimé au colis qui sera déposé à la Réception Centrale du CEA/Paris-Saclay au bâtiment 627 pour Saclay et au bâtiment 40 pour Fontenay-aux-Roses.

Le Titulaire se rendra à la Réception Centrale pour effectuer les enlèvements de colis sur appel téléphonique ou courriel de l'expéditeur CEA.

Toutefois, en cas de marchandise volumineuse, lourde ou fragile, les colis seront enlevés directement au laboratoire concerné. Dans ce cas, le chauffeur devra avoir obtenu l'autorisation d'entrer sur le site au préalable.

### 3.6.2 *Déroulement des opérations d'exportation*

Pour toute exportation, le Titulaire devra impérativement effectuer les formalités et les déclarations de douane pour le compte du CEA auprès du bureau des douanes compétent dans le cadre de

l'autorisation de Dédouanement Centralisé National (DCN) n° 2018-FR-005590DCN018 accordée par le bureau de douane de Trappes.

Si la nature de la marchandise le nécessite, le Titulaire informera le correspondant douane du CEA/Paris-Saclay de l'obligation d'obtenir toutes les autorisations gouvernementales (licence d'exportation, etc.) ou celles relatives à la réglementation des transports auprès des organismes concernés.

Dans le cas d'exportation avec enlèvement au CEA par le destinataire, le Titulaire assurera les formalités de douane au départ et remettra, le cas échéant, au représentant du destinataire venu chercher la marchandise tout document nécessaire au transport et aux opérations douanières.

Dans le cas d'exportation temporaire, le Titulaire assurera les formalités et le suivi des opérations du CEA. Le Titulaire veillera particulièrement aux problèmes de délais et aux apurements en contactant l'Unité demandeuse 2 mois avant l'échéance. L'apurement devra mettre en évidence le fait que les exportations temporaires doivent être liées aux réimportations.

**Nota : la prestation d'expédition et le transport jusqu'au lieu de destination définitif ne font pas partie de la prestation du présent accord-cadre.**

### 3.7 Transport à l'importation

Le Titulaire se chargera de la livraison des marchandises sous douane ou dédouanées depuis les aéroports d'arrivée (Roissy ou Orly) jusqu'à la Réception Centrale du CEA/Paris-Saclay au bâtiment 627 pour Saclay et au bâtiment 40 pour Fontenay-aux-Roses ou de son entrepôt sous douane, via navette. Les marchandises fragiles, volumineuses, très lourdes (nécessitant un véhicule de manutention pour les transporter) ou dangereuses seront livrées directement dans le laboratoire de destination. Dans le bâtiment de réception, le CEA/Saclay possède une zone sous douane qui pourra être utilisé, le cas échéant, pour le stockage du matériel en attendant le dédouanement.

A la demande expresse du CEA, le Titulaire effectuera l'enlèvement, le transfert, le dédouanement et la livraison des marchandises du fournisseur étranger jusqu'au CEA.

Toutes les livraisons effectuées au CEA porteront le numéro de la demande d'importation, le numéro du devis (et de commande propre au bien commandé par le CEA), le numéro de commande CEA propre aux prestations douanières, le nom de l'unité destinataire et les nom et prénom du destinataire final.

### 3.8 Cas particulier – Nature des prestations

Le CEA fournira au Titulaire toutes les précisions concernant l'arrivage des produits réglementés, dangereux, périssables et précisera le nom de la personne concernée sur le site, son numéro de téléphone et son adresse courriel. Ces produits feront l'objet d'une livraison le jour même.

Pour les marchandises nécessitant la souscription d'une assurance ad valorem par le Titulaire, le CEA communiquera à celui-ci la valeur de la marchandise préalablement à son enlèvement. Dans ce cas, le Titulaire fournira un devis au CEA.

En cas de retard dans la livraison de denrées périssables en raison d'une faute du Titulaire, ce dernier se verra appliquer les pénalités visées à l'article 18 ci-après.

Pour certaines opérations d'exportation avec crédit documentaire ou conditions de paiement particulières, le Titulaire se mettra en liaison avec le trésorier délégué du CEA pour se procurer les copies des documents correspondants. Il lui fournira en retour toutes les pièces nécessaires à la constitution du dossier bancaire.

### **3.9 Documents et statistiques**

#### **3.9.1 Dossiers en cours - Archives**

A l'échéance du présent Accord-cadre, le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des dossiers d'importation et d'exportation en cours ou clôturés en sa possession. Il joindra à chaque dossier en cours le détail des actions restant à effectuer et des échéances concernées.

#### **3.9.2 Statistiques**

Dans les huit jours suivant la fin de chaque mois, le Titulaire adressera au Service des Marchés et Achats, par courrier, un relevé mensuel des importations et exportations conforme à l'annexe 3 du cahier des charges.

Avant la fin de la 4<sup>e</sup> semaine de l'année civile suivante, le Titulaire adressera au Service des Marchés et Achats, par courrier, un relevé annuel des importations et exportations conforme à l'annexe 4 du cahier des charges.

### **3.10 Relation avec le bureau des douanes – application du régime douanier du CEA/Paris-Saclay**

Le Titulaire est chargé des relations avec les bureaux de douane pour une bonne application des procédures de dédouanement simplifiées en vigueur au CEA/Paris-Saclay.

Le Titulaire devra se conformer aux dispositions particulières dont bénéficie le CEA/Paris-Saclay, décrites dans le cahier des charges.

### **3.11 Conditions d'application**

Les prestations décrites dans le cahier des charges devront être effectuées dans les locaux du Titulaire.

Pour les enlèvements, les Unités du CEA se mettront en rapport avec le Titulaire et lui procureront par courriel tous les documents de demande d'expédition (bordereau d'expédition, les attestations de dons de matériels, retour, facture de vente ou pro-forma).

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **4.1 Obligations du Titulaire**

#### **4.1.1 Obligation de résultat**

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

#### **4.1.2 Obligation de conseil**

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque



nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### **4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement**

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance des installations, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces de l'accord-cadre, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

#### **4.3 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 5 - CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE**

Le Titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, à limiter ses impacts environnementaux (optimisation des déplacements, utilisation de véhicules à faibles émissions etc.).

Il s'engage également, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le titulaire peut, notamment, proposer une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les personnes concernées par cette action seront les demandeurs d'emploi de longue durée, des bénéficiaires de revenu minimum d'insertion, des jeunes de moins de 26 ans ayant un faible niveau de formation ou n'ayant jamais travaillés.

Il est également possible de faire appel à des personnes reconnues handicapées c'est à dire, "toute personne dont les possibilités d'obtenir ou de conserver un emploi sont effectivement réduites par suite de l'altération d'une ou plusieurs fonctions physique, sensorielle, mentale ou psychique".

Le Titulaire produira, à la date anniversaire de l'accord-cadre, une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **6.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire**

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'accord-cadre.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

### **6.2 Enlèvement des déchets**

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

### **6.3 Horaires**

6.3.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, Nano Innov et 7h30 à 20h, sur le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA. Ce dernier fournira, en début d'année, au Titulaire le calendrier des jours de fermeture du centre.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au vendredi 14 août,
- lundi 24 décembre au 31 décembre.

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

6.3.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

### **6.4 Personnel du Titulaire**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

## **ARTICLE 7 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

## **ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES**

### **8.1 Livrables à remettre**

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques ainsi que les archives évoquées dans le présent accord-cadre.

### **8.2 Format des documents**

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables seront remis au CEA sous format numérique.

### **8.3 Documents CEA**

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

## **ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE**

L'accord-cadre à bons de commande est d'une durée de deux (2) ans, à compter du 3 juin 2025 et reconductible deux (2) fois un (1) an. Dans ce cas, la reconduction devra être expresse, à la demande du CEA. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder quatre (4) ans.

Le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction du présent accord-cadre et ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de sa non reconduction.

Les bons de commande pourront être adressés dès la notification de l'accord-cadre jusqu'à son dernier jour de validité.

## **ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Acheteuse	Mme BOUYER	01 69 08 84 73	marion.bouyer@cea.fr
Acheteur	M MAINARDIS	01 69 08 73 45	antoine.mainardis@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique			

*(à compléter par le soumissionnaire)*

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

## **ARTICLE 11 - REUNIONS**

### **11.1 Dispositions générales**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

### **11.2 Réunion de démarrage**

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature de l'accord-cadre.

### **11.3 Réunions spécifiques**

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

### **11.4 Compte-rendu**

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

## **ARTICLE 12 - RECEPTIONS**

La réception sera prononcée après acceptation sans réserve par le CEA de chaque commande (ordre de service), y compris devis préalables, et remise des livrables associés, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix de l'accord-cadre. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

## **ARTICLE 13 - MONTANT**

### **13.1 Plafond de l'accord-cadre**

Les montants maximum et minimum de l'accord-cadre à bons de commande, pour la durée globale, s'élèvent à :

- Montant maximum : 210 000 EUROS HT
- Montant minimum : SANS

L'émission des ordres de service s'effectue sans négociation ni mise en concurrence.

Les prix unitaires sont rémunérés sur la base des montants mentionnés en annexe de l'accord-cadre (BPU).

Il est bien précisé que le détail quantitatif estimatif (DQE), résultant des quantités appliquées au bordereau des prix unitaires (BPU), constitue une simulation de commande sans valeur contractuelle.

### **13.2 Modalités de rémunération de prestations sur bordereaux de prix**

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires mentionnés en annexe 2 du présent Accord-cadre.

### **13.3 Modalités de rémunération de prestations sur devis préalables**

Dans les cas prévus à l'article 3.1.3 supra et sur demande préalable du CEA, le Titulaire établira des devis sur demande du CEA. Après acceptation exprès du devis et émission d'un ordre de service par le CEA, le montant des prestations correspondantes sera ferme et forfaitaire.

### **13.4 Caractère des prix**

Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et les frais de documentation, dactylographie, reprographie, relectures nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

Ils ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre).

## **ARTICLE 14 - REVISION**

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de XXXXX (mois anniversaire de l'accord-cadre).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT - N}{ICHT - N_0}$$

dans laquelle :

$C$  = coefficient de révision,

$ICHT-N_0$  = valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICHT-N) - Services administratifs et de soutien (identifiant **001565196**), publiée par l'INSEE pour le mois de XXXXX (mois de remise de l'offre),

$ICHT-N$  = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

## **ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION**

### **15.1 Echancier de facturation des prestations**

Le montant des prestations de la tranche ferme, de chaque option levée par le CEA et des devis préalables sera facturé par le Titulaire 100 % du montant HT, bordereaux de prix et/ou de chaque ordre de service (OS) réalisé, et la totalité des taxes après réception sans réserve par le CEA des prestations correspondantes.

## 15.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

*(à compléter par le soumissionnaire)*

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

- 15.3** Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme.

## 15.4 Régime fiscal

Le présent accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

Le régime fiscal sera mentionné pour chaque affaire spécifique selon la nature des prestations demandées.

Les prix figurant sur le bordereau en annexe 2 sont établis hors taxes.

Seront soumises à la T.V.A. les prestations du Titulaire non liées à l'exportation de matériels.

En application de l'article 262 du code général des impôts, seront exonérées de la T.V.A. les prestations du Titulaire relatives :

- aux transports de marchandises à destination d'un port ou d'un aéroport,
- aux transports de marchandises à destination de l'étranger,
- aux prestations de service directement liées aux marchandises exportées, et en particulier :

- au chargement et déchargement des moyens de transport et aux manutentions accessoires des marchandises,
- à la location des moyens de transport des contenants et des matériels pour la protection des marchandises,
- au gardiennage de ces marchandises,
- au magasinage de ces marchandises,
- à l'emballage de ces marchandises.

## **ARTICLE 16 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

## **ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

## **ARTICLE 18 - PENALITES**

### **18.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du présent accord-cadre.

### **18.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles**

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

<b>Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques</b>	<b>Montant de la pénalité en euros hors taxes</b>
Retard dans la remise d'un livrable	200 € HT par jour calendaire de retard
Importation et exportation temporaire – non-respect du délai de 2 mois (articles 3.3 et 3.4 du Cahier des Charges)	Réparation du préjudice financier subi
Ecartés liés à la qualité	1 000 € HT par écart



Ecartés liés à la sécurité	2 000 € HT par écart
Retard dans la remise d'un devis	50 € HT par jour calendaire de retard
Non-respect des délais d'exécution stipulés dans le devis	200 € HT par jour calendaire de retard

### 18.3 Pénalités pour non-respect de la procédure en matière d'évacuation de déchets conventionnels

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

## ARTICLE 19 - RESILIATION

### 19.1 Résiliation de plein droit

Pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation non régularisée dans les huit (8) jours calendaires suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le présent marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché pourra être effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.

### 19.2 Obligations du Titulaire en cas de résiliation

En cas de résiliation du présent marché, le chapitre 4 des CGA « Confidentialité et données à caractère personnel » continuera à produire ses effets.

## ARTICLE 20 - SIGNATURE DES PARTIES

Fait à Saclay,

Pour le CEA	Pour le Titulaire
Date, cachet et signature	Date, cachet et signature

## **ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
  - Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

### **3. Accès au Centre**

#### **3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)***

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

#### **3.2 *Liste des employés du Titulaire***

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

#### *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

##### *Pour le personnel de l'Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

##### *Pour le personnel hors Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### **3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire***

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

#### 4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

#### 5. **Inspection commune préalable (ICP)**

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

#### 6. **Suivi médical**

##### 6.1 *Dispositions générales*

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,

- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.



**ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX  
OU SUR DEVIS PREALABLES**

ORDRE DE SERVICE N° ...		
Accord-cadre n°5000 .....		Titulaire : .....
Référence de la spécification technique du CEA : .....		Référence du devis du Titulaire : .....
Montant : ..... € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant : ..... ..... .....		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) : ..... .....		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.